

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIË

Avis 31.764/2/V

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES 31.764/2/V

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre de la Justice, le 30 mai 2001, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "relatif aux règles de fonctionnement des jeux de hasard dont l'exploitation est autorisée dans les établissements de jeux de hasard de classe I", a donné le 5 septembre 2001 l'avis suivant :

De RAADVAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 30 mei 2001 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de werkingsregels van de kansspelen waarvan de exploitatie is toegelaten in de kansspelinrichtingen klasse I", heeft op 5 september 2001 het volgende advies gegeven :

Examen du projet

Intitulé

Les dispositions de l'arrêté en projet règlent non seulement le fonctionnement mais également la comptabilité des jeux de hasard et le contrôle de ceux-ci.

Il convient en conséquence d'adapter l'intitulé comme suit :

"Arrêté royal relatif aux règles de fonctionnement et aux modalités de comptabilité et de contrôle des jeux de hasard dont l'exploitation est autorisée dans les établissements de jeux de hasard de classe I."

Préambule

Alinéa 1^{er}

Les articles 33.3, 33.5, ainsi que 53.4 et 53.5 de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs sont également les fondements légaux de l'arrêté en projet et doivent en conséquence être visés au préambule.

Dispositif

Article 1^{er}

Comme l'a déjà fait observer le Conseil d'Etat dans ses avis 30.995/2 et 31.766/2, cette terminologie s'écarte de celle qui est consacrée par la loi du 7 mai 1999, précitée. Il convient, dès lors, de faire référence au titulaire de la licence, lorsqu'il s'agit d'une personne physique, ou à l'administrateur ou au gérant, lorsqu'il s'agit d'une personne morale.

La même observation vaut pour les articles 11, 23, 36, 37, 38, 41 et 87 du projet.

De même dans certaines annexes (1, 2, 3, 5, 6, 7, 8 et 12) du projet, il est question du directeur, du "directeur responsable", du "directeur responsable du casino" ou encore du "membre du comité de direction". Cette terminologie n'est également pas conforme à celle de la loi précitée.

Article 2

Les mots "au présent arrêté" doivent être omis. La même observation vaut pour l'ensemble du projet.

Article 3

L'article 48 de la loi du 7 mai 1999, précitée, exige une licence de classe E notamment pour la vente et la production des jeux de hasard. L'article 52 de la même loi prévoit l'agrément de tout modèle de matériel ou d'appareil qui est importé ou fabriqué dans les limites et les conditions fixées par une licence de classe E.

Tel qu'il est rédigé, l'article en projet n'est pas conforme aux dispositions précitées de la loi du 7 mai 1999.

Il convient, dès lors, de remplacer les mots "fabricants agréés par la commission" par les mots "titulaires d'une licence de classe E".

L'obligation imposée par la seconde phrase de la disposition en projet est dépourvue de fondement légal. Elle doit être omise.

Article 5

1. L'alinéa 1^{er} vise le carnet de prise en charge et d'inventaire dont le modèle est joint en annexe 2 à l'arrêté en projet. Ce carnet étant visé dans plusieurs dispositions de l'arrêté, il est proposé de rédiger cet alinéa comme suit :

"Art. 5. Un inventaire initial est effectué lors de l'ouverture du carnet de prise en charge et d'inventaire des cartes à jouer, des dés, des batteurs/distributeurs de cartes et du matériel agréé, ci-après dénommé «carnet de prise en charge et d'inventaire» dont le modèle est joint en annexe 2".

Pour la suite du projet, il y a lieu d'utiliser l'expression "carnet de prise en charge et d'inventaire".

2. Plusieurs dispositions de l'arrêté en projet font référence à "l'agent de contrôle", sans autre précision. S'agit-il d'un agent désigné par la commission des jeux de hasard en vertu de l'article 15 de la loi précitée ou d'un agent d'un organisme accrédité visé à l'article 52, alinéa 2, de la même loi ?

Ces précisions doivent être apportées dans le texte en projet.

Article 7

De l'accord du délégué du ministre, le terme "shredder" doit être remplacé par les termes "une déchiqueteuse" dans le texte français et par les termes "een papiervernietiger" dans le texte néerlandais.

Article 10

Dans un souci de concordance avec l'article 7, il est proposé d'écrire "dans l'armoire des dépôts de cartes".

.../...

La même observation vaut pour l'article 11.

Article 11

A l'alinéa 2, il y a lieu d'écrire "sur le carnet de prise en charge et d'inventaire", plutôt que "sur un carnet de prise en charge".

La même observation vaut pour l'article 17.

Article 13

Les mots "du présent arrêté" doivent être omis.

Article 19

1. Tels que rédigés, les quatre premiers alinéas de la disposition en projet n'ont pas de portée normative.

Leur objet étant de fixer les valeurs possibles des plaques et jetons utilisables par les casinos, en application de l'article 59 de la loi du 7 mai 1999, précitée, il convient de les rédiger comme suit :

"Art. 19. Les jeux de hasard ne peuvent être pratiqués qu'avec les plaques et les jetons suivants :

1° des jetons américains représentant les valeurs suivantes :

0.5 EURO

1 EURO

etc...

2° des plaques françaises représentant les valeurs suivantes :

500 EURO

1.000 EURO

etc....

3° des jetons français représentant les valeurs suivantes :

1 EURO

2 EURO

etc."

En ce qui concerne les plaques dites "non-négociables", dès lors que l'alinéa 6 de la disposition en projet précise qu'elles ne peuvent être utilisées pour le jeu, le Conseil d'Etat est d'avis qu'elles n'ont pas leur place dans cette disposition du projet. L'énumération de leurs valeurs, ainsi que l'alinéa 6 en projet doivent être omis de cette disposition et faire l'objet d'une disposition distincte.

2. La règle énoncée à la première phrase de l'alinéa 5 figure à l'article 59 de la loi du 7 mai 1999, précitée. Elle doit être omise.

.../...

Articles 22 et 23

L'article 8 de la loi précitée permet au Roi de fixer, par possibilité de jeu, le montant maximum de la mise dans le chef des joueurs. Dès lors que le Roi fait usage de cette habilitation, Il ne lui appartient pas de permettre aux casinos de déterminer eux-mêmes les maxima de ces enjeux pour chaque table.

Ces dispositions doivent être revues.

Article 25

Compte tenu des explications du délégué du ministre, l'alinéa 2 serait mieux rédigé comme suit :

"Lorsque les jeux sont en cours, les mises des joueurs, appelées pontes, peuvent être représentées par des billets de banque uniquement aux tables de Baccara et aux tables de Chemin de Fer ... (la suite comme au projet)".

Dans la version néerlandaise du projet, l'orthographe des mots "baccarat" et "chemin de fer" doit être adaptée en conséquence.

Article 28 et annexe 4

A l'alinéa 1^{er}, il est question d'un "changeur" qui a besoin en cours de partie d'être ravitaillé en jetons et en plaques. Or, dans l'annexe 4 du projet, il est cette fois question d'"un joueur".

.../...

Cette contradiction doit être levée.

Articles 30 et 31

1. La qualification de jeux de hasard automatiques en "machines" doit être formulée dans le premier article où il en est question, à savoir l'article 30.

La même terminologie doit être utilisée dans la suite du projet ainsi que dans les annexes où il est question de machines automatiques.

2. Le recours à des tirets est à éviter. Ceux-ci doivent être remplacés par les subdivisions en 1° et 2°.

Cette observation vaut également pour l'article 58.

Article 34

Il convient d'écrire "tables de jeu" au lieu de "jeux de table".

Article 35

A l'alinéa 2, il y a lieu d'écrire "dont il porte".

Article 38

L'alinéa 3 indique que les registres de contrôle du produit brut des jeux ainsi que les carnets d'avances "sont tenus dans les conditions de régularité exigées pour les livres de commerce". Il convient d'être plus précis.

Au même alinéa, il y a une discordance entre le texte français et le texte néerlandais. Il convient d'y remédier.

Article 39

Le Conseil d'Etat s'interroge sur la portée des termes "registre de contrôle des opérations" qui ne sont prévus dans aucune annexe. S'il s'agit du registre de contrôle du produit brut des jeux visé à l'article 38 du projet, il y a lieu d'uniformiser la terminologie utilisée.

La même observation vaut pour l'ensemble du projet.

Articles 45 et 48

A l'alinéa 1^{er} de l'article 45 en projet, il convient d'écrire "Si le montant de la cagnotte inscrit dans la colonne 9 du tableau de l'annexe 8 contenant le carnet d'enregistrement des cagnottes représente ...(la suite comme au projet)". Dans le même ordre d'idée, mieux vaut écrire à l'article 48, alinéa 3, du projet, "les colonnes 6, 7 et 8 du tableau de l'annexe 8 contenant le carnet d'enregistrement des cagnottes...(la suite comme au projet)".

Article 51

Cette disposition ne trouve aucun fondement dans la loi du 7 mai 1999 précitée. Elle doit être omise.

Article 53

Mieux vaut subdiviser la disposition en 1° et 2° plutôt qu'en a) et b).

Article 54

Il y a lieu de remplacer les termes "un carnet comptable" par les termes "un carnet de comptabilité" conformément à l'annexe 10 du projet.

Article 56

1. En vertu de l'article 21 de la loi du 7 mai 1999, précitée, il appartient à la commission de jeux de hasard de suspendre temporairement une licence et d'interdire provisoirement ou définitivement l'exploitation d'un jeu de hasard, par décision motivée et selon les modalités définies par le Roi.

De l'accord du délégué du ministre, en ce qu'il prévoit un cas où l'autorisation de pratiquer les jeux, c'est-à-dire la licence, cesse automatiquement d'être valable, l'alinéa 2 ajoute à la loi et doit en conséquence être omis.

2. A l'alinéa 3, les mots "commissaire de police de la commune" doivent être adaptés en vertu de la terminologie de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux.

Article 58

1. Les termes "Ces deux jeux" doivent être remplacés par les termes "Le Baccara et le Chemin de fer".

2. Au 1°, les termes "un professionnel agréé par le casino qui gère la banque" manquent de précision, les conditions de cet agrément ne figurant dans aucune disposition. De l'accord du délégué du ministre, ces mots doivent être omis.

.../...

3. En tant qu'il prévoit la perception d'un droit, le 2° ne trouve aucun fondement dans la loi du 7 mai 1999, précitée. De l'accord du délégué du ministre, les mots "et il perçoit un droit" doivent être omis.

Article 59

Cette disposition du projet fait référence à une "annexe I" alors que les dispositions du projet examinées jusqu'ici font état des annexes 1 à 11.

Afin d'assurer une continuité dans la numérotation des annexes, il convient de faire référence à l'annexe 12 du projet.

Ainsi, les règles applicables au Baccara et au Chemin de fer seraient visées dans l'annexe 12, celles applicables au Big wheel, dans l'annexe 13 et ainsi de suite...

Les articles 61, 63, 65, 67, 69, 71, 73, 79, 80, 81, 82 et 83 du projet doivent être en conséquence adaptés.

Compte tenu de cette adaptation, l'annexe "13" (qui est en réalité l'annexe 12) dont il est question à l'article 87, alinéa 1^{er}, du projet, sera désormais l'annexe 27 du projet.

Article 90

Cette disposition du projet impose aux dirigeants et techniciens du service de métrologie, une obligation générale d'information de la commission des jeux de hasard lorsqu'ils constatent des anomalies dans le fonctionnement des machines.

Cependant, en vertu de l'article 52, alinéa 3, de la loi du 7 mai 1999, précitée, le contrôle des machines en cours d'utilisation peut également être réalisé soit par un organisme accrédité à cet effet dans le cadre de la loi du 20 juillet 1990 concernant l'accréditation des organismes de certification et de contrôle ainsi que des laboratoires

.../...

d'essais, sous la supervision du service de la Métrologie, soit par un organisme d'un autre Etat membre de l'Union européenne reconnu par l'autorité de cet Etat membre pour exécuter ce type de prestation.

De l'accord du délégué du ministre, cette disposition du projet doit étendre l'obligation d'information de la commission des jeux de hasard aux deux autres catégories d'organismes mentionnées ci-dessus.

Article 91

Interrogés sur la portée de cette disposition, le délégué du ministre a indiqué que le but poursuivi est d'obliger les titulaires d'une licence de classe E à délivrer aux membres de la commission des jeux de hasard un double du logiciel de paiement de chaque machine qu'ils installent.

Cette obligation ne résulte pas de la disposition en projet telle qu'elle est rédigée. Celle-ci doit être revue.

Observations finales

L'attention des auteurs du projet est attirée sur les points suivants :

1. La rédaction de la version française de l'arrêté en projet laisse à désirer sur de nombreux points, il convient d'y remédier. Il conviendrait également de revoir le texte néerlandais du projet.
2. Il convient d'assurer une uniformité de terminologie entre le texte de l'arrêté et celui de ses annexes.
3. La concordance entre les versions française et néerlandaise de l'arrêté en projet doit être revue.

4. Dans la version néerlandaise de l'arrêté en projet, il y a lieu de numérotter et de signer séparément chaque annexe. Par ailleurs, avant la signature de chaque annexe, la formule suivante doit être insérée :

"Vu pour être annexée à Notre arrêté du (date) ... relatif aux règles de fonctionnement et aux modalités de comptabilité et de contrôle des jeux de hasard dont l'exploitation est autorisée dans les établissements des jeux de hasard de classe I."

A l'exception de la numérotation, la même observation vaut pour la version française des annexes en projet.

Onderzoek van het ontwerp

Opschrift

De bepalingen van het ontworpen besluit regelen niet alleen de werking, maar ook de boekhouding van de kansspelen en de controle ervan.

Bijgevolg dient het opschrift als volgt te worden aangepast :

"Koninklijk besluit betreffende de werkingsregels en de nadere regels inzake de boekhouding en de controle van de kansspelen waarvan de exploitatie is toegestaan in de kansspelinrichtingen klasse I".

Aanhef

Eerste lid

Ook de artikelen 33.3, 33.5, 53.4 en 53.5 van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers vormen de rechtsgrond van het ontworpen besluit en dienen derhalve in de aanhef te worden vermeld.

Dispositief

Artikel 1

Zoals de Raad van State reeds heeft opgemerkt in zijn adviezen 30.995/2 en 31.766/2, wijkt deze terminologie af van die welke in de voormelde wet van 7 mei 1999 wordt gebruikt. Bijgevolg moet gewerkt worden met de uitdrukking "houder van de vergunning" wanneer het om een natuurlijk persoon gaat, en met de uitdrukking "de bestuurder" of "de zaakvoerder" wanneer het om een rechtspersoon gaat.

Deze opmerking geldt eveneens voor de artikelen 11, 23, 36, 37, 38, 41 en 87 van het ontwerp.

Zo ook is in bepaalde bijlagen (1, 2, 3, 5, 6, 7, 8 en 12) van het ontwerp sprake van de "directeur", de "verantwoordelijke directeur", de "directeur verantwoordelijk

voor het casino" of nog van het "lid van de beheerraad". Deze terminologie stemt evenmin overeen met die van de voormelde wet.

Artikel 2

De woorden "als bijlagen ... bij dit besluit zijn gevoegd" dienen te worden vervangen door de woorden "in de bijlagen ... zijn opgenomen". Deze opmerking geldt voor het hele ontwerp.

Artikel 3

Krachtens artikel 48 van de voormelde wet van 7 mei 1999 is een vergunning klasse E vereist voor inzonderheid de verkoop en de productie van kansspelen. Volgens artikel 52 van die wet is een goedkeuring vereist voor elk model van materiaal of van toestel dat ingevoerd of vervaardigd is binnen de grenzen en de voorwaarden vastgesteld in een vergunning klasse E.

Zoals het ontworpen artikel gesteld is, beantwoordt het niet aan de voormelde bepalingen van de wet van 7 mei 1999.

De woorden "fabrikanten die door de commissie zijn erkend" dienen dan ook te worden vervangen door de woorden "houders van een vergunning klasse E".

De tweede zin van de ontworpen bepaling dient te vervallen, aangezien de daarin vervatte verplichting geen rechtsgrond bezit.

Artikel 5

1. In het eerste lid is sprake van het uitbatings- en inventarisboekje, waarvan het model in bijlage 2 van het ontworpen besluit is opgenomen. Aangezien naar dat boekje wordt verwezen in verschillende bepalingen van het besluit, wordt voorgesteld dit lid als volgt te redigeren :

"Art. 5. Een aanvangsinventaris wordt opgemaakt bij de opening van het boekje ingebruikneming en inventaris van de speelkaarten, dobbelstenen,

.../...

kaartenschudders/verdelers en van het goedgekeurde materiaal, hierna te noemen «ingebruiknemings- en inventarisboekje», waarvan het model in bijlage 2 is opgenomen."

Elders in het ontwerp dient de uitdrukking "ingebruiknemings- en inventarisboekje" te worden gebruikt.

2. In verscheidene bepalingen van het ontworpen besluit is sprake van een "controleagent", zonder nadere precisering. Is dat een ambtenaar die door de kansspel-commissie wordt aangesteld krachtens artikel 15 van de voormelde wet of een personeelslid van een geaccrediteerd organisme als bedoeld in artikel 52, tweede lid, van diezelfde wet ?

Zulks dient in de ontworpen tekst te worden verduidelijkt.

Artikel 7

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat in de Franse tekst de woorden "un shredder" moeten worden vervangen door de woorden "une déchiqueteuse" en dat in de Nederlandse tekst de woorden "een shredder" moeten worden vervangen door de woorden "een papiervernietiger".

Artikel 10

Met het oog op de overeenstemming met artikel 7, wordt voorgesteld om "kaartendepotkast" te schrijven.

Deze opmerking geldt eveneens voor artikel 11.

Artikel 11

In het tweede lid dienen de woorden "een uitbatingsboekje" te worden vervangen door de woorden "het ingebruiknemings- en inventarisboekje".

Ook in artikel 17 dient met het begrip "het ingebruiknemings- en inventarisboekje" te worden gewerkt.

Artikel 13

De woorden "van dit besluit" dienen te vervallen.

Artikel 19

1. Zoals de eerste vier leden van de ontworpen bepaling gesteld zijn, hebben zij geen normatieve waarde.

Aangezien deze leden ertoe strekken, met toepassing van artikel 59 van de voormelde wet van 7 mei 1999, vast te stellen welke waarde de schijven en penningen kunnen hebben die in de casino's mogen worden gebruikt, dienen die leden als volgt te worden gesteld :

"Art. 19. Kansspelen mogen alleen worden gespeeld met de volgende schijven en penningen :

1° Amerikaanse penningen die de volgende waarden vertegenwoordigen:

0.5 EURO

1 EURO

enz.

2° Franse schijven die de volgende waarden vertegenwoordigen :

500 EURO

1.000 EURO

enz.

3° Franse penningen die de volgende waarden vertegenwoordigen :

1 EURO

2 EURO

enz."

Aangezien de zogenaamde "niet-verhandelbare" schijven krachtens het zesde lid van de ontworpen bepaling niet mogen worden gebruikt voor het spel, is de Raad van State van oordeel dat die schijven in deze bepaling van het ontwerp niet ter sprake

mogen komen. De opsomming van de waarden van die schijven en het ontworpen zesde lid moeten uit deze bepaling worden weggelaten en in een aparte bepaling worden ondergebracht.

2. De eerste zin van het vijfde lid dient te vervallen, aangezien de daarin vervatte regel reeds voorkomt in artikel 59 van de voormelde wet van 7 mei 1999.

Artikelen 22 en 23

In artikel 8 van de voormelde wet wordt aan de Koning de mogelijkheid geboden om het bedrag te bepalen dat de spelers per spelkans maximaal mogen inzetten. Aangezien de Koning gebruik maakt van die mogelijkheid, staat het niet aan Hem de casino's de mogelijkheid te bieden de maximumbedragen van die inzetten voor elke tafel zelf te bepalen.

Deze bepalingen moeten worden herzien.

Artikel 25

Gelet op de uitleg van de gemachtigde van de minister, zou het tweede lid beter als volgt worden gesteld :

"Wanneer het spel aan de gang is, mogen de spelers, inzetters genaamd, alleen aan de baccarat-tafels en aan de chemin de fer-tafels voor hun inzetten bankbiljetten gebruiken, maar deze bankbiljetten dienen onmiddellijk tegen penningen en schijven te worden omgewisseld."

De schrijfwijze van de woorden "baccarat" en "chemin de fer" moet in het gehele ontwerp worden aangepast.

Artikel 28 en bijlage 4

In het eerste lid is sprake van een "wisselaar" die tijdens een partij met (en niet "in") penningen en schijven bevoorraad moet worden. In bijlage 4 bij het ontwerp is evenwel sprake van "een speler".

Die contradictie moet worden weggewerkt.

Artikelen 30 en 31

1. Automatische kansspelen als "automaten" bestempelen, mag alleen in het eerste artikel waarin daarvan sprake is, namelijk in artikel 30.

Dezelfde term dient te worden gebruikt in de rest van het ontwerp en in de bijlagen waarin sprake is van speelautomaten.

2. Om onderverdelingen aan te geven, gebruikt men het best geen streepjes, maar de tekens 1° en 2°.

Deze opmerking geldt eveneens voor artikel 58.

Artikel 34

In de Franse tekst schrijven men "tables de jeu" in plaats van "jeux de table".

Artikel 35

In de Franse tekst van het tweede lid dient te worden geschreven "dont il porte".

Artikel 38

In het derde lid staat dat de controleregisters van de bruto-opbrengst van de spelen en de voorschottenboekjes "in dezelfde vormvoorwaarden bijgehouden (moeten) worden als handelsboeken". Die bepaling moet nauwkeuriger worden gesteld.

In hetzelfde lid moet de discrepantie tussen de Nederlandse en de Franse tekst worden verholpen.

Artikel 39

De Raad van State vraagt zich af wat bedoeld wordt met de woorden "controleregister van de verrichtingen", die in geen enkele bijlage voorkomen. Als daarmee bedoeld wordt op het controleregister van de bruto-opbrengst van de spelen waarvan sprake is in artikel 38 van het ontwerp, moet de gebruikte terminologie eenvormig worden gemaakt.

Deze opmerking geldt voor het hele ontwerp.

Artikelen 45 en 48

In het ontworpen artikel 45, eerste lid, behoort te worden geschreven "Als het bedrag van de speelpot ingeschreven in kolom 9 van de tabel van bijlage 8, welke bijlage het speelpotregister bevat, precies overeenstemt met ... (voorts als in het ontwerp)". In dezelfde gedachtegang is het beter om in artikel 48, derde lid, van het ontwerp te schrijven "... worden de kolommen 6, 7 en 8 van de tabel van bijlage 8 gebruikt, welke bijlage het speelpotregister bevat, om de som te bepalen die in de speelpot moet worden gevonden ... (voorts als in het ontwerp)".

Artikel 51

Deze bepaling, waarvoor in de voormelde wet van 7 mei 1999 geen enkele rechtsgrond te vinden is, dient te vervallen.

Artikel 53

Het verdient aanbeveling deze bepaling onder te verdelen in 1° en 2°, in plaats van in a) en b).

Artikel 54

.../...

Het woord "rekeningenboekje" behoort te worden vervangen door het woord "boekhoudschrift", overeenkomstig bijlage 10 bij het ontwerp.

Artikel 56

1. Krachtens artikel 21 van de voormelde wet van 7 mei 1999 kan alleen de kansspelcommissie bij gemotiveerde beslissing en op de door de Koning bepaalde wijze een vergunning tijdelijk schorsen en een voorlopig of definitief verbod van exploitatie van een kansspel opleggen.

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat het tweede lid een ruimere strekking geeft aan de wet doordat daarin een geval wordt bepaald waarin "de toelating om die spelen in te richten", dat wil zeggen de vergunning, automatisch ophoudt geldig te zijn. Het tweede lid dient bijgevolg te vervallen.

2. In het derde lid moeten de woorden "politiecommissaris van de gemeente" worden aangepast aan de terminologie van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus.

Artikel 58

1. De woorden "Die twee spelen" behoren te worden vervangen door de woorden "baccarat en chemin de fer".

2. In onderdeel 1° zijn de woorden "(of met) een door het casino erkende professionele speler die de bank beheert" niet nauwkeurig genoeg, aangezien de voorwaarden voor die erkenning in geen enkele bepaling voorkomen. De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat deze woorden dienen te vervallen.

3. Voorzover onderdeel 2° voorziet in de inning van een recht, is daarvoor geen rechtsgrond te vinden in de voormelde wet van 7 mei 1999. De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat de woorden ", hij krijgt een recht" dienen te vervallen.

Artikel 59

In deze bepaling van het ontwerp is sprake van een "bijlage I", terwijl in de bepalingen van het ontwerp die totnogtoe onderzocht zijn sprake is van de bijlagen 1 tot 11.

Om voor een doorlopende nummering van de bijlagen te zorgen, dient te worden verwezen naar bijlage 12 bij het ontwerp.

Zo zouden de regels die van toepassing zijn op baccarat en chemin de fer ter sprake komen in bijlage 12, die van toepassing op Big Wheel in bijlage 13, enzovoort.

De artikelen 61, 63, 65, 67, 69, 71, 73, 79, 80, 81, 82 en 83 van het ontwerp moeten dienovereenkomstig worden aangepast.

Gelet op deze aanpassing wordt in artikel 87, eerste lid, van het ontwerp "bijlage 13" (waarmee in feite bijlage 12 wordt bedoeld) bijlage 27 van het ontwerp.

Artikel 90

Bij deze bepaling wordt aan de directeurs en technici van de dienst Metrologie de algemene verplichting opgelegd om de kansspelcommissie op de hoogte te brengen van de anomalieën die ze in de werking van de automaten vaststellen.

Krachtens artikel 52, derde lid, van de voormelde wet van 7 mei 1999 kan de controle van de automaten tijdens het gebruik ervan eveneens worden uitgevoerd door een orgaan dat daartoe geaccrediteerd is in het raam van de wet van 20 juli 1990 betreffende de accreditatie van certificatie- en keuringsinstellingen, alsmede van beproevingslaboratoria, onder toezicht van de Metrologische dienst, hetzij door een orgaan van een andere lidstaat van de Europese Unie dat voor de vermelde activiteit door de overheid van die andere lidstaat is erkend.

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat de verplichting om de kansspelcommissie op de hoogte te brengen in deze bepaling van het ontwerp tot de beide voornoemde categorieën van organismen moet worden uitgebreid.

Artikel 91

Naar aanleiding van vragen betreffende de reikwijdte van deze bepaling heeft de gemachtigde van de minister aangegeven dat het de bedoeling is de houders van een vergunning klasse E ertoe te verplichten aan de leden van de kansspelcommissie een dubbel te bezorgen van het betalingsprogramma van elke automaat die ze installeren.

Deze verplichting blijkt niet uit de huidige redactie van de ontworpen bepaling, die dan ook behoort te worden herzien.

Slotopmerkingen

De stellers van het ontwerp worden opmerkzaam gemaakt op de volgende punten :

1. De redactie van de Franse tekst van het ontworpen besluit laat op vele punten te wensen over. Dat behoort te worden verholpen. Ook de Nederlandse tekst van het ontwerp zou opnieuw moeten worden bekeken.
2. Er moet worden gezorgd voor eenheid van terminologie tussen het besluit en de bijlagen bij het besluit.
3. Er behoort nauwlettend te worden nagegaan of de Nederlandse en de Franse tekst van het ontworpen besluit overeenstemmen.
4. In de Nederlandse versie van het ontworpen besluit moet iedere bijlage genummerd en ondertekend worden. Overigens dient de handtekening op elke bijlage te worden voorafgegaan door de volgende formule :

"Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van ... betreffende de werkingsregels en de nadere regels inzake de boekhouding en de controle van de kansspelen waarvan de exploitatie is toegestaan in de kansspelinrichtingen klasse I".

Ook de Franse versie van iedere bijlage bij dit ontwerp moet ondertekend worden en voorzien worden van de passende formule.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Madame
Mevrouw

M.-L. WILLOT-THOMAS,

président de chambre,
kamervoorzitter,

Messieurs,
de Heren

P. HANSE,
J. JAUMOTTE,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J. van COMPERNOLLE,
B. GLANSDORFF,

assesseurs de la section de législation,
assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

B. VIGNERON,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par Mme P. VANDERNACHT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme A.-F. BOLLY, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. P. VANDERNACHT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. A.-F. BOLLY, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. JAUMOTTE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

M.-L. WILLOT-THOMAS